



Pourquoi Blanquer ne convainc pas ces profs avec ses revalorisations



ÉDUCATION - Peut-il réussir l'impossible? À partir de ce lundi 13 janvier et pour trois jours, Jean-Michel Blanquer reçoit une fois de plus les syndicats de l'Éducation nationale pour les rallier à la réforme des retraites. Un défi énorme, vu la crise de confiance entre les enseignants et leur ministre, particulièrement depuis le début de ce quinquennat.

Pour ce faire, le ministre avance, depuis des semaines, des chiffres à première vue impressionnants de revalorisation des rémunérations, à savoir entre 400 et 500 millions d'euros par an jusqu'en 2037. Un montant total de 10 milliards est régulièrement évoqué dans la presse.

Selon le ministère, ces augmentations permettraient de préserver les pensions de ses futurs retraités, qui seraient dorénavant calculées sur l'ensemble de la carrière (au lieu des six derniers mois actuellement, pour les enseignants).

“Le ministre nous ment”

Mais comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, ces promesses ne sont pas de nature à apaiser la colère du corps enseignant.

“On ne croit en rien parce que depuis le début, le ministre nous ment”, lance amèrement à notre micro Fabienne, enseignante en CE1 à Asnières-sur-Seine (92). “En septembre, il nous a annoncé 300 euros de revalorisation sans préciser que c'était par an et sans préciser que c'était justement ce qui avait été bloqué à l'origine (de son mandat)”, se rappelle-t-elle aujourd'hui.

D'autres ont fait leurs calculs et ne sont guère impressionnés par ces chiffres ramenés individuellement et mensuellement. “Ça ne compense pas du tout la réforme”, assure Cédric Maurin, rescapé du Bataclan et professeur particulièrement engagé à Saint-Maur-des-Fossés (94), déjà interviewé précédemment par Le HuffPost.

Des revalorisations sans contrepartie

La possibilité de nouvelles tâches et de nouveaux statuts accompagnant ces hausses salariales inquiètent aussi. En octobre, lors d'un discours à Rodez, Emmanuel Macron avait expliqué souhaiter “mieux payer” les enseignants, mais “du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être qu'on change aussi le temps de travail et la relation au travail”.

“Ce n'est pas le problème de la revalorisation. Le problème, c'est qu'on nous demande d'autres choses à faire”, déplore Sophie, enseignante à Sartrouville (78). “D'abord, qu'on gère les retraites. Et ensuite qu'on parle du statut d'enseignant”, poursuit-elle. En résumé, des revalorisations “sans contrepartie” sont attendues et rien d'autre.

À voir également sur Le HuffPost : Les propos de Macron sur les profs grévistes au moment du bac indignent